

MODE D'EMPLOI - Promise lors de sa campagne présidentielle, annoncée en septembre dernier par Emmanuel Macron, la réforme du régime social des indépendants (RSI) entre en application le 1er janvier 201, avec la disparition pure et simple du régime spécial. Si quelques spécificités de ce dernier demeurent, les indépendants vont devoir acquérir de nouveaux automatismes.

Pour quelque 6,6 millions de travailleurs indépendants (commerçants, artisans, professions libérales, microentrepreneurs, actifs comme retraités, et leurs familles), une page se tourne. A partir de ce lundi 1er janvier, leur très décrié RSI intégrera progressivement le régime général des salariés, la Sécurité sociale promettant un service amélioré. LCI fait le point.

Qu'est-ce que le RSI ?

Créé en 2006, le régime social des indépendants (RSI) est un héritage de la fusion de trois caisses de protection sociale des chefs d'entreprise (caisse nationale d'assurance maladie des professions indépendantes, assurance vieillesse des artisans et organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce). Depuis 2008, le RSI a instauré un interlocuteur social unique pour l'ensemble de la protection sociale.

Jusqu'à ce 1er janvier, il assurait la couverture maladie des professions libérales, des artisans et commerçants, mais la retraite des deux dernières catégories seulement. L'organisme centralisait aussi toutes les cotisations des indépendants. Un système qui devait simplifier la vie des indépendants grâce à l'installation d'un guichet unique. Mais ce fut plutôt la situation inverse qui a prédominé.

Une caisse nationale et vingt-huit caisses régionales, ainsi que deux caisses de l'assurance maladie-maternité des professions libérales (Ile-de-France et régions) composaient le RSI. On estime à 6,6 millions le nombre de personnes qui y étaient rattachées, indépendants et ayants droit, les commerçants et artisans représentant la majeure partie des cotisants. Le système, géré par l'Etat et les travailleurs indépendants, était déficitaire, les cotisations versées restant inférieures aux prestations. A noter que le taux de cotisation des travailleurs indépendants était inférieur à celui des salariés.

Qui pouvait en profiter jusqu'ici ?

Sont affiliés les professionnels relevant du régime social des travailleurs non-salariés (dirigeants d'entreprises individuelles, auto-entrepreneurs, gérants majoritaires de SARL et EURL). Travailleurs indépendants, artisans, petits commerçants, professions libérales pouvaient ainsi profiter des versements de prestations maladie-maternité et de retraites de base, ainsi que des retraites complémentaires, des indemnités journalières, des pensions invalidité-décès pour eux et leurs ayants droit.

Quels étaient les griefs formulés ?

Le RSI a souvent fait bondir les travailleurs indépendants par ses nombreuses erreurs de calcul de leurs cotisations ou retraite, par un traitement lent des dossiers. Ainsi ses appels à cotisation erronés ont été signalés, des encaissements non pris en compte. Près de 40% des affiliés ont également vu leurs droits à la retraite ne pas être mis à jour correctement. Des erreurs fonctionnelles qui ont un coût élevé : près d'un milliard d'euros de cotisations non recouverts. Entre la lourdeur du système, les erreurs, la faiblesse des prestations offertes ou encore les contrôles jugés parfois un peu trop musclés, le RDI, qualifié de "catastrophe industrielle" par la Cour des comptes, a donc vécu.

Par quoi va-t-il être remplacé ?

Le régime spécial va être progressivement absorbé par la Sécurité sociale. Les missions jusque-là affectées au RSI (retraite, vieillesse, maladie) vont être redistribuées. Les affiliés actuels du RSI auront en revanche des interlocuteurs spécifiques au sein du régime général pour tenir "compte des spécificités de cette population", avait indiqué le ministre des Solidarités et de la Santé Agnès Buzyn. Si les revenus n'excèdent pas 110% du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS), les cotisations des professionnels devraient être revues à la baisse.

La nouvelle organisation pour les indépendants :

- Pour l'assurance-maladie : les CPAM. A compter du 1er janvier 2019, les indépendants peuvent continuer à faire servir leurs prestations par leur CPAM. Jusque-là, le réseau des organismes conventionnés (OC) poursuit le versement des prestations d'assurance maladie-maternité.
- Pour la retraite de base : les CARSAT
- Pour le recouvrement des cotisations : l'URSSAF. Les indépendants conservent cependant leurs propres règles de calcul des cotisations
- Dans les DOM, ces fonctions sont assurées par les CGSS

A noter que les prestations spécifiques pour l'action sociale (prise en charge de cotisations des assurés en difficulté) et le régime complémentaire de retraite sont maintenues.

Quelles nouveautés pour 2018 ?

"Notre objectif est de mieux rémunérer le travail des indépendants en baissant leurs charges. Il faut que le travail paye." Edouard Philippe avait résumé ainsi la réforme du RSI lors de sa présentation. Concrètement, tout ne va pas se faire en un coup de baguette magique. Une "phase transitoire" de deux ans débute ce 1er janvier 2018, pour une organisation définitive en place au plus tard au 31 décembre 2019. Mais avec l'intégration au régime général, le rapprochement des droits aux prestations entre les indépendants et les salariés va s'opérer dans de nombreux domaines.

- Pouvoir d'achat en hausse

Le Premier ministre a promis un gain de pouvoir

d'achat de 200 millions d'euros pour 75% des indépendants. La cotisation maladie va baisser de manière dégressive de cinq points pour les entrepreneurs dont les revenus nets sont inférieurs à 43 000 euros par an. Cela équivaut à un gain de 270 €/an pour un indépendant percevant l'équivalent du SMIC et de 550 €/an pour un indépendant touchant 2 400 euros mensuels.

La hausse de la CSG doit être totalement compensée par une baisse de la cotisation familiale de 2,15 points.

- Exonérations des cotisations sociales

Toute entreprise nouvellement créée ou reprise par un indépendant bénéficiera dans sa première année d'une exonération des cotisations sociales, dans la limite de 30 000 euros de chiffres d'affaires. Elle sera dégressive pour les montants supérieurs. En dessous de 5 000 euros de chiffres d'affaires, les micro-entrepreneurs sont eux aussi exonérés de la cotisation foncière des entreprises.

- Une seule et même déclaration

Le versement des cotisations va pouvoir se faire mensuellement ou trimestriellement, selon l'évolution du chiffre d'affaires. Par ailleurs, les indépendants pourront, d'ici 2020, ne faire qu'une seule déclaration fiscale et sociale au lieu de deux actuellement.

- Doublement des plafonds de revenus

Les plafonds de revenus maximum vont être doublés dès 2018 (70 000 euros pour les activités de service, 170 000 euros pour les activités commerciales) afin de permettre aux autoentrepreneurs de bénéficier du régime microsocial

- Amélioration des prestations maladie et maternité

Comme pour l'assurance maladie et la retraite de base, le rapprochement des droits aux prestations entre les indépendants et les salariés se poursuivra pour la maternité. Les indépendants pourraient y avoir tout à gagner. Jusqu'à présent le congé était au minimum de 44 jours consécutifs (6 semaines et deux jours) contre 16 semaines dans le privé. Pour les accidents du travail, le salaire de remplacement était calculé sur les revenus et plafonné à 53,74 €/jour contre 100% pour les salariés du privé.

Le RSI n'ouvrait jusque-là pas de droits au chômage. En étant rattaché au régime général, il devrait désormais s'appliquer aux indépendants et notamment aux patrons d'entreprise. Ces derniers espèrent aussi que l'arrêt du RSI et la prise en main par la Sécurité sociale permettra de raccourcir les délais de traitement de demandes et des versements.

Melinda DAVAN-SOULAS

lci.fr

II) Croissance : la France doit-elle dire merci à Hollande ou à Macron ?



L'arrivée du nouveau président a surtout suscité un regain d'optimisme chez les patrons, mais aussi les investisseurs étrangers.
© ERIC FEFERBERG / POOL / AFP / ERIC FEFERBERG

Source AFP-Le Point.fr

Si 2017 était synonyme de croissance poussive en France, 2018 commence sous de bien meilleurs auspices économiques. Rythme de croissance qui s'amplifie, chefs d'entreprises plus optimistes que jamais, intentions d'investissement et d'embauche positives... Depuis l'arrivée du nouveau président sous les lambris de l'Élysée, tous les signaux économiques sont au vert. À tel point que l'Insee a dans sa dernière note de conjoncture révisé à la hausse sa prévision de croissance pour 2017, à 1,9 %, un chiffre bien supérieur à la hausse de 1,1 % du produit intérieur brut enregistrée en 2016. Mais à qui reviennent les lauriers ? François Hollande ou Emmanuel Macron ? Pour les économistes, cette belle dynamique tient plus au contexte international et aux résultats tardifs de la politique de l'ancien président socialiste qu'à un effet Macron.

Emmanuel Macron l'a lui-même reconnu mercredi 27 décembre. « La France bénéficie de l'embellie de l'économie mondiale, mais aussi des réformes des dernières années et d'un sentiment de confiance plus grand », a-t-il déclaré dans un entretien au quotidien El Mundo. Au premier chef, l'Hexagone profite en effet de l'amélioration de la conjoncture internationale, en particulier de celle de la zone euro. La Banque centrale européenne a ainsi relevé mi-décembre sa prévision de croissance de la zone euro pour 2018 à 2,3 %, contre 1,8 % lors de son estimation de septembre.

On était un peu en retard sur le cycle américain, on le rattrape

« Comme on est extrêmement imbriqués en termes de commerce extérieur [avec les autres pays européens, NDLR], on a des cycles communs de croissance », explique Mathieu Plane, chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), un think tank classé à gauche. « La France en profite », souligne-t-il, estimant toutefois que la reprise tricolore est « moins vigoureuse que dans l'ensemble de la zone euro ». « On était un peu en retard sur le cycle américain, on le rattrape », observe pour sa part Denis Ferrand, directeur de l'institut Coe-Rexecode, proche du patronat. Une dynamique rendue possible par la faiblesse du prix du pétrole, du cours de l'euro et des taux d'intérêt.

Macron « surfe » sur la vague Hollande

LAPRESSEENREVUE.EU

Malgré tout, il ne faut pas « minorer l'impact du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et du pacte de responsabilité » mis en place par François Hollande à partir de 2013, qui ont été des éléments « déclencheurs pour l'investissement », ajoute l'économiste. Ces mesures à destination des entreprises, instaurées pour réduire le coût du travail, avaient pour objectif de stimuler les embauches et l'investissement des entreprises, des effets qui ont peiné à se faire sentir sous le quinquennat précédent. « Les effets des mesures Hollande ont été très différés », confirme Mathieu Plane, soulignant que la mise en place d'une telle politique donnait en général lieu au début à des résultats négatifs sur la croissance. Selon le chercheur, les répercussions des mesures à destination des entreprises commencent à se voir « au bout de quatre ans » et ne sont « à plein régime » qu'« au bout de dix ans ».

Emmanuel Macron « surfe sur cette vague », estime-t-il, tout en reconnaissant « une forme de continuité ». « Il était secrétaire général adjoint à l'Élysée quand a été mis en place le CICE, puis ministre de l'Économie », rappelle-t-il. Mais peut-on déjà observer des effets de la politique mise en œuvre par le chef de l'État depuis son élection en mai ? « Il est trop tôt pour le dire », déclare Denis Ferrand. Tout comme le CICE, « les mesures sur la fiscalité du capital et sur le travail sont des mèches lentes, ce sont des dispositifs qui prennent du temps » pour démontrer leur efficacité, juge-t-il.

Pour Emmanuel Macron, des « résultats significatifs » de sa politique sur le front du chômage sont en tout cas à attendre « au bout de 18 à 24 mois ». Pour l'heure, l'arrivée du nouveau président a surtout suscité un regain d'optimisme chez les patrons, mais aussi chez les investisseurs étrangers. Reste à voir dans les prochains mois si ces derniers traduiront cet enthousiasme par de réelles décisions d'investissement sur le territoire français.



III) David Cormand (EELV): «Le macronisme est un hyper-pouvoir qui accouche d'une hypo-politique»



David Cormand © Reuters

Par christophe Gueugneau

Le secrétaire national d'Europe Écologie-Les Verts revient, dans un entretien à Mediapart, sur le processus

de refondation engagé depuis l'été. Convaincu qu'un parti écolo reste plus que jamais nécessaire, il voit dans le chamboulement politique en cours une « opportunité pour l'écologie politique d'entrer dans l'âge adulte », et évoque la bataille des européennes de 2019.

Depuis quelques mois, le parti écologiste Europe Écologie-Les Verts a lancé son chantier de refondation, pour sauver sa peau. Grand absent de la présidentielle après le retrait de son candidat, Yannick Jadot, au profit du socialiste Benoît Hamon, le parti, affaibli par le mauvais score du candidat du PS, s'était tout de même voulu optimiste, lors de ses universités d'été, fin août à Dunkerque.

Dans un entretien à Mediapart, son secrétaire national, David Cormand, explique pourquoi, à ses yeux, un parti écologiste reste plus que jamais nécessaire, à la condition d'un « changement d'objet social de l'écologie politique ». « Nous ne sommes plus seulement ceux qui alertent mais aussi ceux qui doivent convaincre des solutions pour limiter l'ampleur des crises », assure-t-il.

Depuis le champ de l'écologie, n'y a-t-il pas une difficulté à se positionner, par rapport à ce que fait Emmanuel Macron, que l'on pourrait qualifier d'éco-capitalisme ?

David Cormand : L'éco-capitalisme est une tentative de prolonger le système actuel pour continuer à maximiser le plus longtemps les profits amassés par une minorité. Que fait le président de la République ? Il se présente comme le mobilisateur en chef d'une finance plus verte. Son discours est désarmant : « C'est très grave, mais j'ai la solution, on va demander à la finance d'être plus cool. »

Je ne dis pas qu'il ne peut pas y avoir de prise de conscience sincère de tel ou tel grand patron, mais les enjeux demandent une réorientation globale du cours de nos sociétés. Or Macron fait tout le contraire, parce qu'il renonce à la force de transformation du politique. La question écologique est le miroir le plus éclairant du nouveau pouvoir. Elle révèle que le macronisme est un hyper-pouvoir qui accouche d'une hypo-politique.

En réalité, l'arrivée au pouvoir de Macron marque le triomphe de la figure du manager au détriment de celle du militant : l'ordre marchand a triomphé de l'ordre sacré. Le pouvoir a changé de mains. C'est d'ailleurs parce que le pouvoir politique abdique devant la puissance économique qu'il a tant besoin de communication « jupitérienne ».

Dans cette séquence politique, la mise en scène chez Laurent Delahousse sur France 2 vise à se parer des habits de la puissance même si en définitive on n'agit pas. C'est ce que je nomme hypo-politique. Dans un cadre régalién, Macron veut montrer qu'il a compris que l'écologie était un vrai problème. Mais toutes ses mesures sur l'écologie ne sont jamais présentées comme arrivant à échéance pendant son quinquennat ou même dans un deuxième quinquennat.

Le cas Nicolas Hulot a semblé vous perturber, au moins au début.

Les choses sont limpides : Nicolas Hulot est un ministre sincèrement écologiste dans un

gouvernement qui ne l'est vraiment pas. Je souhaite qu'il fasse de son mieux et nous sommes prêts à soutenir chaque bribe d'avancée. Mais la majorité actuelle ne lui donne pas les moyens de mener la politique écologique qu'il devrait mener. Il gagne très peu d'arbitrages. Pour une raison indépassable : sans écologistes au pouvoir, il ne peut pas y avoir de politique écologiste.

La fable qui consiste à faire croire que l'écologie peut avancer sans une force écologiste puissante est une supercherie. Parce que les immobilismes ne sont pas seulement le fruit de l'habitude ou de l'aveuglement : des forces agissent tous les jours contre l'intérêt général en connaissance de cause. La construction d'un rapport de force favorable à la planète est plus que jamais nécessaire. Voilà pourquoi nous continuons à construire un mouvement capable de renverser le cours des choses.

Qu'avez-vous pensé des états généraux de l'alimentation ?

On est loin du compte. Actuellement, on produit massivement une nourriture industrielle avec des conséquences désastreuses pour l'écologie, la santé, le social. Ce modèle est basé sur une mal-consommation entretenue par l'industrie publicitaire. Les états généraux auraient pu être l'occasion de changer de cap. Mais, à titre d'exemple, la question du modèle agricole a été totalement mise de côté. On a réduit la question de l'alimentation à la relation entre agro-industrie et grande distribution. Or l'enjeu est précisément de sortir de ce couple infernal.

L'agroalimentaire et la grande distribution sont derrière les plus gros plans sociaux de ces cinquante dernières années : dans le domaine agricole, c'est cinq millions d'emplois qui ont été perdus depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et dans le domaine du commerce, de mémoire, c'est plus d'un million d'emplois. Le cauchemar d'une agriculture sans paysans est réversible. Et nous devons repenser la place des grandes surfaces dans nos vies : au final, ce modèle arrive à épuisement.

Voilà des sujets qui auraient dû être portés lors de ces états généraux. Comment créer une agriculture paysanne et comment créer des filières économiques de petite distribution. La relocalisation de notre consommation et donc de notre économie aurait également dû être au centre des attentions. Mais le pouvoir actuel, prisonnier d'une vision technocratique, montre son incapacité à imaginer des solutions nouvelles adaptées aux besoins du pays.



Pendant "Sème ta zad", mai 2013 (JL).

Quelles conclusions tirez-vous du rapport des médiateurs sur Notre-Dame-des-Landes ?

C'est un rapport contrasté. Ils ont mis en lumière ce que nous disons depuis le début : la modernisation de l'aéroport de Nantes Atlantique est une option sérieuse. Or, au moment du référendum organisé par François Hollande, nous avions déjà dit que cela ne faisait sens que si l'on proposait de choisir entre deux solutions. Cela nous avait été refusé. On a escamoté le débat démocratique. Des projets d'infrastructure inutiles, il y en a plein en France. À chaque fois il y a des alternatives. Nous demandons à ce qu'elles soient mieux prises en compte.

En cas d'évacuation de la ZAD, irez-vous la défendre ?

Nous l'avons toujours fait, mais il est possible de ne pas en arriver là. Nous demandons solennellement à ce que rien ne soit fait qui vise à créer des incidents. S'il y a abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes, ce que nous souhaitons, le plus sage, serait que des médiateurs soient nommés. Il va bien falloir discuter de ce que deviennent les terres, et le faire de façon apaisée.

« Les lobbies ont réussi à utiliser les mots de l'écologie pour ne pas faire d'écologie »

Où en est EELV dans son processus de refondation ?

Le processus se poursuit. Les militant-e-s s'approprient ce moment de réflexion dans les régions et nous rencontrons des forces militantes ou des personnalités qui nous accompagnent dans ce travail. Au-delà de la méthode, il y a une réflexion de fond sur plusieurs niveaux.

D'abord, il nous faut considérer que l'écologie politique a changé d'époque par rapport au moment de son apparition dans le champ politique, il y a 40 ans. C'était alors une force prédictive, elle avait vocation à alerter sur ce qui se passerait si l'on ne changeait pas nos comportements. Cette mission d'alerte, de sensibilisation, nous a souvent fait passer pour des Cassandra, en rappelant que le drame de Cassandra était qu'elle disait la vérité, mais ne parvenait pas à convaincre ses contemporains...

Aujourd'hui, hélas, ces craintes deviennent réalité. C'est l'accumulation et la combinaison des crises entre elles avec le concept d'effondrement. La question qui se pose, c'est de tenter de maîtriser l'ampleur de cet effondrement. Cela appelle, en quelque sorte, un changement d'objet social de l'écologie politique : nous ne sommes plus seulement ceux qui alertent mais aussi ceux qui doivent convaincre des solutions pour limiter l'ampleur des crises et répondre aux conséquences de ces crises.



Aux journées d'été à Dunkerque, fin août 2017 © CG. © CG

Ensuite, deuxième niveau de réflexion : singulièrement depuis

2017, il y a d'autres forces politiques qui ont intégré dans leur logiciel, ou au moins dans leur programme, des solutions écologistes que jusqu'à présent nous étions seuls à défendre. C'est un fait politique nouveau. Qu'on pense à Jean-Luc Mélenchon qui l'a fait dès la création du Parti de

gauche, mais plus encore depuis, si on pense à Benoît Hamon, qui a d'ailleurs réussi à hacker la primaire du parti socialiste en défendant un projet qui intégrait la question écolo, et qui crée un mouvement, Génération-s, dont la charte fondatrice se réclame de la charte des verts mondiaux. J'accueille ces faits politiques avec satisfaction, car cela signifie que les idées que nous portons depuis longtemps, mais un peu seuls, ont infusé dans le champ politique.

Troisième élément, le constat écolo a considérablement progressé dans la société. Quand je suis entré chez Les Verts en 2000, il y avait encore un ministre de l'éducation, en France, qui contestait l'origine humaine du réchauffement climatique [il s'agit de Claude Allègre – ndlr]. Aujourd'hui, à part les fous, personne ne conteste le changement climatique. Sur l'alimentation, sur le lien entre santé et environnement, sur la biodiversité, sur l'agriculture, la qualité de l'air, nos idées avancent.

L'enjeu de notre processus de refondation est de comprendre le paradoxe suivant et de le résoudre : malgré la prise de conscience écologique qui augmente, malgré le fait que des partis de gauche s'approprient le projet écolo, malgré l'urgence, nous n'avons pas réussi, en tant que collectif militant, en tant que parti, à transformer ces éléments en débouché électoral majoritaire.

Pourquoi, selon vous ?

Il y a différentes raisons à cela. D'abord, les lobbies ont réussi à utiliser les mots de l'écologie pour ne pas faire d'écologie. C'est le greenwashing ou bien le concept de développement durable, dont le seul but est de faire durer le développement tel qu'il est aujourd'hui. Le modèle de développement et les lobbies qui le servent ont trouvé un moyen de contourner, dans le discours, les limites physiques de la planète, en disant : "Tout le monde peut être écolo." On a eu beaucoup de mal à répondre à cela. À mon avis parce que le mouvement écologiste a voulu être crédible par rapport aux forces installées et est donc devenu très technique. Et cela fonctionne, d'ailleurs.

Nous avons été, et nous sommes, très innovants sur les questions de transition dans l'agriculture, dans l'énergie, dans les déplacements, nous avons eu un rôle important dans le développement de l'économie sociale et solidaire, bien entendu dans la protection de la biodiversité, dans la lutte contre les nuisances environnementales, sur le développement de la démocratie participative, bref, sur ces sujets et sur d'autres nous avons réussi à être efficaces dans les institutions et sur le terrain, mais on a délaissé l'imaginaire global. On a montré que l'on savait faire, mais on n'a pas su raconter l'histoire dans laquelle ces réalisations s'inscrivent et font sens.

Pour moi, il s'agit justement à présent de nourrir un imaginaire, un récit politique, au-delà d'un programme technique, qui permette d'être majoritaires. Ce travail, on ne peut plus en faire l'économie. Si l'écologie politique, ce ne sont que des mesures techniques à mettre en œuvre, les mesures qui dérangent le moins le fonctionnement actuel du modèle de développement majoritaire seront récupérées par d'autres partis et nous n'aurons plus de raison d'être. Ce n'est pas grave en soi, mais je pense que l'écologie politique ne se réduit pas à une recette pour résoudre les problèmes. C'est plus que cela.

On a les bouts de puzzle pour construire cet imaginaire, mais à présent il faut le donner à voir.

Et sur la méthode ?

Le travail en cours est surtout méthodologique. J'ai alerté l'équipe qui a la charge de coordonner nos travaux en leur disant qu'il fallait aussi s'attaquer au dur, à savoir : c'est quoi un parti écologiste maintenant ? Ce travail, on le mène, mais je pense qu'il ne faut pas le mener seuls. Car cela implique un changement de doctrine mais aussi un changement radical de fonctionnement de notre outil parti.

Le parti aujourd'hui est notoirement inadapté à faire de la politique, au sens de construire de la solidarité militante, construire un imaginaire que l'on porte collectivement, décider de celles et ceux qui vont nous représenter. Notre mouvement, avec ses courants, génère énormément d'effets pervers. Soit on ne change rien et on n'évoluera pas, soit on a le courage de se remettre en question et cela signifie jeter nos statuts et une bonne partie de nos pratiques et repartir à zéro.

Cela passe aussi par une critique du quinquennat passé, de votre participation au gouvernement puis votre départ ?

Oui, le bilan doit être mené, mais il doit à mon avis s'inscrire dans un contexte plus large. Mon sentiment c'est qu'à la fois la dérive de la gauche de gouvernement en France et les échecs du mouvement Europe Écologie-Les Verts ne datent pas de ces cinq dernières années. Ce quinquennat a été le révélateur de turpitudes qui venaient de beaucoup plus loin.

La dérive de la social-démocratie, dont le point de fuite, l'aboutissement logique, est Emmanuel Macron, est visible partout en Europe. C'est la synthèse entre la "droite" et la "gauche" de gouvernement dans des grandes coalitions, ou dans "le cercle de la raison". C'est d'une certaine manière la victoire politique de Thatcher et de l'establishment : « There is no alternative. »

Pour ce qui concerne les Verts, je constate que depuis leur création en 1984, c'est toujours la même histoire qui recommence : il y a une direction qui est prise, à peu près tous les dix ans, ensuite les gens s'en vont et on repart à zéro, sans nourrir aucune histoire collective, sans tirer aucun enseignement. Ce fut la décennie Waechter, puis la décennie Voynet, et enfin la décennie Duflot, pour faire simple. Je veux cesser ce cycle délirant, ce « jour de la marmotte » [référence au film Groundhog Day – Un jour sans fin en français – ndlr]. On bégaye sans fin.

Nous devons enfin préciser notre relation au pouvoir. Car aujourd'hui, nous faisons preuve d'une forme d'immaturation : au niveau local on assume d'être dans des coalitions majoritaires, mais dès qu'on s'implique au niveau national, ça rend tout le monde maboul. Le seul débat devient : « doit-on rester ou partir ? ». C'est comme si on avait peur d'entrer dans "la cour des grands". Je ne m'inscris pas dans cette logique-là et je refuse cette fatalité.

Si nous nous reprenons et acceptons de nous remettre en question, le moment que nous vivons actuellement ne sera pas une fin, mais au contraire un nouveau départ pour l'écologie politique. Ce moment politique particulier est une opportunité pour l'écologie politique d'entrer dans l'âge adulte : assumer pleinement l'objectif d'exercer le

pouvoir.

« La gauche dans toutes ses versions marxistes est épuisée »

Comment « assumer pleinement l'objectif d'exercer le pouvoir » ?

Historiquement, nous sommes un parti prédictif, c'était : « Votez pour nous pour que le pire n'arrive pas à ceux qui ne sont pas encore nés », je parlais tout à l'heure de Cassandre... Maintenant, nous disons : « Votez pour nous, car vous êtes concernés, c'est vous qui subissez l'effondrement. » C'est pour cela que je pense que nous, l'écologie politique, entrons dans un nouvel âge. Sauf à se réfugier dans notre zone de confort, rester les sachants, ceux qui donnent des leçons. Il faut sortir de cette posture confortable intellectuellement gratifiante, mais politiquement inefficace.

Le projet écolo est perturbant parce qu'il s'agit d'interroger et de remettre en question les habitudes que nous avons prises, les critères de progrès que nous nous sommes donnés comme la capacité de consommer toujours plus par exemple.

En politique, le sujet ce n'est pas seulement d'avoir raison ou d'être sincère, c'est de convaincre. Évidemment, avoir raison et être sincère, c'est nécessaire, mais ce n'est pas suffisant. Convaincre au-delà du cercle des convaincus, c'est un travail auquel nous devons désormais pleinement nous atteler. Se poser ces questions structurelles et y répondre, c'est un bilan au fond qui est plus difficile à faire que de pointer les responsabilités conjoncturelles de untel ou unetelle.

Ça nécessite tout de même de parler des défections.

Oui. Notre mode de fonctionnement fait que nous sommes la risée de celles et ceux qui nous observent, mais surtout cela crée un gâchis d'énergie militante très important. Nous générons de l'aigreur, de la déception et donc des départs.

Comme on forme des gens à choisir le bon courant pour progresser au sein du parti, ce n'est pas étonnant qu'à une autre échelle certains choisissent par opportunisme le bon parti pour se faire élire. Nous avons des pratiques militantes partagées, un idéal de société cohérent, mais entre les deux nous n'avons pas encore su suffisamment structurer, coordonner. Il faudra donc revoir les règles qui régissent les courants chez EELV.

Le système des courants est devenu léthal : il produit des cadres plus passionnés par la différenciation interne que par la diffusion de nos idées dans le monde réel. Longtemps, ils ont confisqué la vie du parti. Pourtant, nombre des adhérent.e.s écologistes sont des militantes et des militants sincères qui passent leur vie dans des collectifs de résistance, comme les Zad, les collectifs LGBT ou de protection des migrants, dans les associations environnementales ou naturalistes, etc. Ces militants sont très actifs dans la société mais se désintéressent totalement du fonctionnement du parti parce que ce système de courants les écœure. Je souhaite que nous fassions table rase de ce système pervers. Le parti écolo ne doit pas être une propriété privée ; au contraire, dans mon esprit, c'est un bien commun qui doit prospérer en rassemblant largement.

Vous aviez également annoncé qu'il était important pour EELV de dialoguer avec les associations environnementales et les ONG. Où

en est ce dialogue ?

Avec Nicolas Thierry [membre du bureau exécutif d'EELV, vice-président de la région Nouvelle-Aquitaine – ndlr] et Marie Toussaint [membre du Bureau exécutif d'EELV] notamment, nous avons entamé un travail de refondation de nos liens avec le monde associatif. Nous rencontrons effectivement l'ensemble de la mouvance du peuple de l'écologie. Nous leur demandons comment ils voient l'avenir de l'écologie politique en général, comment ils nous voient nous.

Les associations ne disent pas toutes la même chose. Une partie nous dit qu'il faut que l'écologie s'organise mieux en lobby face au pouvoir. Ce à quoi je réponds que l'autre solution, c'est de s'organiser justement pour prendre le pouvoir. D'autres nous disent qu'il y a la mode des mouvements politiques, comme Mélenchon, Macron, et même Hamon, qui fonctionnent beaucoup autour d'une personne, mais que la nécessité de formations politiques en tant que telles, structurées en parti, reste nécessaire et qu'EELV est de ce point de vue utile.

Il y a une vraie bienveillance par rapport à nous, et nous sommes attendus. Tous ces réseaux sont frustrés qu'on ne soit pas plus audibles, pas plus efficaces. Est-ce qu'on est à la hauteur de cette attente ? C'est toute la question. L'espace politique existe, mais le sujet, c'est : est-ce qu'on accepte de se donner les moyens de l'occuper ?



Au premier plan : Benoît Hamon et Guillaume Balas, lors du lancement de Génération's début décembre 2017 © CG

Le jour du lancement de Génération's, le mouvement de Benoît Hamon, le député Sébastien Jumel a jugé que Hamon avait réussi à faire « l'Anschluss » d'EELV. Qu'en pensez-vous ?

La référence historique de cette image est tout de même particulière... Mais passons. Sur le fond, je dis toujours aux militants que Benoît Hamon n'est ni un totem ni un tabou. Il faut être lucide sur une chose : Génération's et nous, ce sont les mêmes réseaux, ce sont les mêmes gens, c'est la même sociologie. Nous représentons des forces qui ont vocation à construire de la politique ensemble. La question est : comment ? et pour quoi faire ?

Et il faut pour répondre à ces questions être clair : je ne suis pas pour construire une social-démocratie écologiste. S'il s'agit de rajouter une béquille écolo à une social-démocratie qui aurait pris conscience de ses limites et ses errements en revenant, du coup, aux années Jospin, pour faire simple... Ça ne m'intéresse pas. Je ne suis pas candidat à participer à une nouvelle "gauche plurielle", rose, rouge, verte. Ce serait un montage très insuffisant

La gauche dans toutes ses versions marxistes est épuisée. Si la question de la redistribution demeure cruciale, je pense que la question cardinale est celle de la finitude de la planète. L'idée de justice sociale n'est pas devenue moins

importante mais c'est désormais sur le front de la justice environnementale que se déroulent les conflits majeurs de notre temps. La question de l'accès à l'eau, de la propriété des terres, de la brevetabilité du vivant pour ne citer que celles-ci sont toutes des questions écologiques qui pèsent sur la vie des habitant.e.s de notre planète.

Même si la critique sociale du capitalisme est définitivement juste, la crise environnementale révèle davantage encore la logique intrinsèquement destructrice du capitalisme. Parce que sur les questions sociales on peut toujours trouver un compromis, plus ou moins acceptable, mais en tout cas la négociation est possible, alors qu'avec la capacité de la terre à accueillir la vie, il n'y a pas de négociation possible.

La ligne de fracture majeure, demain, ce sera productivistes contre écologistes. Les gens qui pensent cela ont vocation à construire ensemble, et tant mieux s'il n'y a pas qu'EELV. Nous sommes à un moment clé où il ne faut pas gommer, au nom d'une unité de façade, les divergences. Car nous sommes à un moment de "reboot" politique. Il faut reposer les bons concepts, il faut réfléchir pour construire ensemble. Ne bâtissons pas sur le sable des raccourcis. Je le redis, pour moi c'est l'idée écologique, la vraie force propulsive du XXIe siècle à même de lutter contre les ravages du capitalisme.

À cet égard, pour moi, le mouvement de Hamon ne constitue pas une menace parce que ça renforce notre cause. Je crois qu'en plus la base de Génération.s est encore plus écolo que ses dirigeants. Ils nous envoient aussi un message : « Maintenant il faut passer la seconde, on vous adore mais il faut vous bouger. »

Les européennes seront-elles ce moment pour passer la deuxième ?

Les européennes peuvent être l'occasion de porter une écologie "next generation" : rénovée, élargie, rajeunie. Pour moi, le projet européen ne peut pas se réduire à la domination sans partage du marché. Face aux États-Unis de Trump et à la Russie de Poutine, il est essentiel de construire une puissance européenne qui soit porteuse d'un projet de civilisation.

Je vois trois questions essentielles pour notre avenir européen : la lutte pour le climat et la défense de la nature, l'accueil des migrants, la régulation de la finance. Sur ces trois enjeux, ni la vision libérale ni la doxa souverainiste n'apportent de réponses satisfaisantes. Les libéraux aggravent les problèmes, aveuglés qu'ils sont par le culte du veau d'or, et les souverainistes, même de gauche, prennent le risque de faire triompher les forces du repli nationaliste. Je souhaite que les écologistes proposent une autre voie.

Prêts aussi à discuter avec d'autres partis ?

De ce que j'ai compris quand nous avons rencontré Emmanuel Macron, justement pour parler des européennes, c'est qu'il souhaite faire le match retour du TCE [le traité constitutionnel refusé par référendum en 2005 – ndlr] : refaire les deux camps des "ouistes" et des "nonistes". À l'époque j'avais voté « oui » mais j'avais plein de points communs avec des gens de gauche et écolos qui avaient voté « non », et plein de divergences avec des gens de droite qui avaient voté « oui ». C'est un vrai piège pour l'Europe que de vouloir installer un match entre les tenants du statu quo, dont fait partie Emmanuel Macron, et les tenants d'une sortie par le bas vers l'État-nation. Évidemment, ce que propose Jean-Luc

Mélenchon n'est pas ce que propose l'extrême droite, mais dans les deux cas, que ce soit le statu quo ou le repli, l'Europe perd.

mediapart.fr

IV) Dans ses premiers vœux, Macron assure que les "transformations profondes se poursuivront avec la même force en 2018"

Alexandre Boudet Journaliste politique au HuffPost

Sept mois après son élection, le chef de l'Etat a adressé une première fois ses vœux aux Français. Avec une popularité retrouvée.



Contrairement à l'interview du 14-Juillet sacrifiée, Emmanuel Macron a maintenu la tradition des vœux télévisés. Comme chaque 31 décembre depuis le général de Gaulle en 1960, le visage du président de la République s'est affiché sur les écrans peu après 20 heures.

Sept mois après son élection et alors qu'il retrouve une popularité perdue au cours de l'été, le chef de l'État a pris la parole depuis l'Élysée.

Les transformations profondes, commencées en 2017, "se poursuivront avec la même force en 2018", a assuré le président de la République. Les transformations, comme celles engagées à l'école, au travail, sur le climat "se poursuivront avec la même force en 2018", a dit le chef de l'Etat dans son message diffusé en direct de l'Élysée, ajoutant qu'il n'arrêtera "pas d'agir" malgré les voix "discordantes".

Le président a par ailleurs réclaté le soutien des citoyens européens pour retrouver "l'ambition européenne" et "dessiner un grand projet" pour l'Europe. "Mes chers concitoyens européens, 2018 est une année toute particulière et j'aurai besoin cette année de vous", a-t-il déclaré, appelant à ne céder "ni aux nationalistes, ni aux sceptiques".

Le chef de l'État a aussi redit son engagement "d'apporter un toit" à "toutes celles et ceux qui sont aujourd'hui sans-abri". "Il y a encore des situations qui ne sont pas acceptables (...) Nous continuerons l'effort indispensable pour réussir à pleinement respecter l'engagement que j'ai moi-même pris devant vous", a poursuivi le président, assurant de (sa) "détermination entière".

V) Hubert Reeves : « Plus rien ne nous menace. Sauf nous ! »



Hubert Reeves est astrophysicien, communicateur scientifique et écologiste franco-canadien. Son dernier ouvrage, *Le Banc du temps qui passe. Méditations cosmiques*, est paru aux éditions du Seuil.

L'homme a développé une intelligence bien supérieure à celle nécessaire à sa survie, explique l'astrophysicien et écologiste Hubert Reeves. Mais, aujourd'hui, cette qualité menace directement notre avenir alors que l'issue de la bataille entre la force de « détérioration » et celle de « restauration » est incertaine.

Reporterre — Comment les choses ont-elles évolué depuis 1989, quand vous aviez discuté avec le premier Reporterre ? Dans le bon sens ou dans le mauvais ?

Hubert Reeves — Les deux. La détérioration de l'environnement se poursuit, la déforestation continue à très grande allure, la pollution s'aggrave. Mais, en parallèle, la prise de conscience, ce que l'on pourrait appeler le « réveil vert », se poursuit avec une égale intensité. On est dans une situation de conflit entre deux forces. Une force de détérioration, qui se poursuit à grande allure et une force de restauration, qui se développe peut-être plus vite. Mais elle avait du retard par rapport à l'autre, qui est beaucoup plus ancienne. Comment sera cette planète dans trente ans ? Personne ne le sait. Cela pourrait être bien pire. Ou bien mieux.

Quels sont les signes positifs ?

Par exemple, le développement des énergies renouvelables. Il y a trente ans, quand on en parlait, les gens disaient : « Vous rêvez ». Aujourd'hui, des pays comme le Danemark ou d'autres envisagent d'atteindre 20 % d'électricité produite par l'énergie renouvelable ; ce n'est pas rien. On s'aperçoit qu'on peut compter sur ces énergies, elles sont entrées dans le domaine des possibilités.

Quelles autres bonnes nouvelles distinguez-vous ?

Je vais beaucoup dans les lycées, dans les collèges. Il y a trente ans, quand je parlais d'écologie, j'avais quelques étudiants polis qui venaient pour éviter le cours de mathématiques.

Aujourd'hui, je vois des gens vraiment emballés. C'est très vibrant. Et par ailleurs, en France, de plus en plus, les mairies font des efforts énormes. Beaucoup de mairies se sont jointes à notre mouvement « Oasis nature » pour refuser les pesticides. Je pense qu'on est comme dans une partie de football. Vous ne savez pas qui va gagner !

Mais qui fait l'arbitre ?

L'arbitre est ce qu'on verra.

C'est une bataille sauvage, quand même !

Parfaitement sauvage. C'est la réalité. Mais je compare la situation avec celle des années 1940, quand les nazis gagnaient sur tous les fronts et que la civilisation était menacée. Un homme — Churchill — disait : « Non, je refuse. » Il disait aussi : « Ce n'est pas le commencement de la fin, c'est la fin du commencement ! » Je pense qu'on en est là en ce moment, dans une situation critique. Et ce qui se décide aujourd'hui va influencer l'avenir pour des siècles.



« Ce qui se décide aujourd'hui va influencer l'avenir pour des siècles. »

Y a-t-il un Churchill aujourd'hui ?

Non. Mais je vois beaucoup de gens qui décident et qui sont décidés à aller au bout. Surtout chez beaucoup de jeunes.

Pourtant, si l'on observe la politique de Donald Trump aux États-Unis, ou la déforestation qui reprend au Brésil, ou encore la Russie, un régime despotique et quasiment climatosceptique, on a du mal à déceler un changement positif.

C'est sûr, Trump est un problème. Mais la COP21 a été un événement historique. Le moment où 195 pays se mettent d'accord pour dire il y a un problème : c'est un événement historique ! La dernière fois qu'on a vu cela, c'est pour la Déclaration des droits de l'homme. Comment va-t-on résoudre ce problème ? C'est une autre histoire. Mais le fait d'être tous d'accord pour le régler est fondamental.

Alors Trump, c'est quoi ? Un accident ?

En fait, Trump a aussi joué un rôle positif aux États-Unis, parce qu'il a relancé beaucoup d'États qui sont scandalisés d'avoir ce personnage à leur tête. La Californie est maintenant complètement tournée vers l'écologie, comme la Nouvelle-Angleterre. C'est impressionnant de voir tous les efforts qui se font.

Comment analysez-vous l'évolution de la Chine ?

La Chine est beaucoup plus verte que les États-

Unis. Aujourd'hui, le plus grand producteur de matériel pour l'écologie, c'est la Chine. Elle me paraît devenir le pays qui va être en tête de l'écologie.

Vous nous avez décrit les combattants qui luttent du bon côté. Qui sont les adversaires ?

« Money, money. » C'est faire de l'argent rapidement, une vieille tendance humaine. Rien de nouveau. Ce qui est nouveau, c'est que l'avenir de l'humanité est mis en péril. Pourquoi ? Parce que nous sommes très nombreux, très puissants. Ce n'était pas le cas il y a un siècle. À partir de 1950, les activités humaines ont commencé à avoir un impact à l'échelle mondiale, et à menacer l'avenir de l'humanité.



« Faire de l'argent rapidement est une vieille tendance humaine. Rien de nouveau. Ce qui est nouveau, c'est que l'avenir de l'humanité est mis en péril. »

Qu'est-ce qui nous a fait partir dans cette direction durant les années 1950 ?

C'est surtout la multiplication des voitures et du confort. J'étais aux États-Unis en 1960 et je travaillais à la Nasa. On donnait des cours sur l'atmosphère. Il y avait un personnage qui s'appelait James Hansen. Cela vous dit quelque chose ?

Oui, bien sûr. Un climatologue qui a lancé l'alerte dès 1988.

On allait prendre le café avec lui. Et il disait : « Je m'inquiète de la rapidité avec laquelle le nombre de voitures s'accroît. » On lui répondait : « Vous rigolez, la Terre c'est grand. » Mais il avait raison. Tout d'un coup, la quantité de gaz carbonique émise s'est mise à croître à toute vitesse et est arrivée au niveau où elle commence à affecter l'équilibre global. On lui disait : « Vous exagérez, vous êtes un alarmiste. » C'est lui qui avait raison !

L'ennemi est « money, money » : c'est la cupidité ?

Cela revient toujours à cela ! Les profits rapides : abattre la forêt pour des profits rapides. Et se ficher de ce qui va se passer quand il n'y en aura plus ! Mais voici une histoire.

Cela commence il y a quelques millions d'années, une espèce animale reçoit de la « Nature » un « cadeau ». Mettez des guillemets, c'est un conte. Ce cadeau, c'est « l'intelligence ». Une intelligence fabuleusement plus grande que celle de toutes les espèces animales. Il n'y en a pas une qui nous arrive à la cheville. Cette intelligence va sauver les humains parce qu'ils sont très mal nantis pour se défendre. Ils n'ont pas de grandes dents, ils n'ont pas de griffes, pas de carapace, pas de venin comme les serpents. Sans cette intelligence, ils auraient été bouffés — c'est le cas de le dire — parce que la loi à cette période — et maintenant —, c'est manger et ne pas être mangé.

Ils ont cette intelligence et là commence cette histoire, que j'appelle la séquence des armes. Ils commencent à faire des armes assez simples, des dards, des flèches, des frondes. C'est primitif, mais cela les sauve. Plus tard, ils découvrent la poudre à canon. Ils commencent à faire des bombes. Ils font une bombe atomique. Et puis Hiroshima. Que s'est-il passé ? Il s'est passé que cette intelligence qui les avait protégés, qui les avait sauvés, dévoile un autre aspect d'elle-même, qui est la possibilité qu'elle puisse conduire à les éliminer.



Hiroshima après la bombe atomique.

Il y a aussi l'histoire de Stanislas Petrov. Vous connaissez son histoire ?

Je l'ai lue dans votre livre. Racontez-la-nous.

Il est présent au quartier général de l'Union soviétique. Un jour, il reçoit un message disant que les États-Unis ont lancé des salves nucléaires. Elles seront ici dans quinze minutes. Et c'est à lui d'agir.

D'envoyer une bombe, des missiles contre les États-Unis ?

De donner l'ordre de les envoyer. C'est à lui de décider. Alors, il décide de ne rien faire. Heureusement, parce que c'était une fausse alarme ! Il a été blâmé après coup pour désobéissance. Puis il a reçu des prix, des médailles, en tant que sauveur de l'Humanité. Mais il est important de réfléchir à ce qui s'est passé. À ce moment-là, nous étions tous à la merci du jugement d'une personne, qui aurait pu envoyer le message fatal et qui ne l'a pas fait. Il nous a sauvés de l'autodestruction. Pas des dangers de la nature, du froid ou des bêtes féroces, mais de nos propres inventions. Donc, il faut prendre conscience du fait que nous sommes extrêmement puissants ! Nous avons une intelligence redoutable. Nous sommes nombreux. Nous nous menaçons nous-mêmes. L'humanité peut-elle survivre à sa propre puissance et à sa cupidité ?

Quelle est votre réponse ?

Je n'en sais rien. Il est possible qu'on se détruise. Avec monsieur Kim Jong-un, en Corée, et monsieur Trump, on joue à des jeux fous. On ne sait pas. C'est comme si la « Nature » nous disait : « Je vous ai fait un beau cadeau et maintenant débrouillez-vous. Essayez de survivre à votre puissance et à votre cupidité ».

Qu'est-ce que la « Nature », pour vous ?

Je n'en fais pas un motif religieux. La « Nature », que j'écris entre guillemets, c'est ce qui fait que nous sommes ici présents. Ce qui fait que nous allons mourir. C'est ce que nous constatons. On voit qu'il y a des lois de la « Nature », qu'il y a

